



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 04 AOUT 2023 mettant en demeure la société Les Ateliers du Goût à OFFRANVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n°4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 2006 modifié autorisant les activités de l'entreprise Les Ateliers du Goût pour son site situé à OFFRANVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 juillet 2023, rédigé suite à la visite du 14 juin 2023, constatant des non-conformités relatives au dispositif de détection d'ammoniac ;
- Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 12 juillet 2023 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société Les Ateliers du Goût exerce une activité de préparation de plats frais et surgelés sur son site d'OFFRANVILLE sous le régime de l'autorisation, notamment au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées (installations de refroidissement à l'ammoniac) ;

que l'inspection des installations classées s'est rendue sur site le 14 juin 2023 dans le cadre d'une action régionale sur le thème de la détection des gaz dans les installations à l'ammoniac ;

qu'à cette occasion, l'inspection a constaté que les détecteurs de gaz ammoniac déclenchent, en cas de franchissement de seuil, des actions automatiques (coupure d'alimentation électrique, mise en marche d'une ventilation forcée, etc) ;

que ces actions asservies à la détection sont importantes pour la sécurité en cas de fuite d'ammoniac ;

que les détecteurs sont testés chaque semestre, mais qu'aucun test n'est réalisé sur l'ensemble de la chaîne de sécurité (depuis la détection, jusqu'à la mise en œuvre des actions asservies), en dehors des cas où un incident réel se produit, ou bien des cas où un détecteur se déclenche de manière intempestive ;

que les déclenchements constatés ces deux dernières années n'ont pas permis de tester les asservissements dans l'ensemble des zones de l'usine concernées par la présence d'ammoniac ;

que l'inspection a constaté, par ailleurs, que l'exploitant ne disposait pas de procédure écrite précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un détecteur de gaz ammoniac ;

que ces constats constituent des non-conformités vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé ;

que l'exploitant a pris des engagements visant à remédier à cette situation, notamment dans le cadre d'un projet, défini antérieurement, de remise à plat de son dispositif de détection d'ammoniac dont la mise en service est prévue en octobre 2023 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Les Ateliers du Goût de mettre en conformité ses installations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1er

La société Les Ateliers du Goût, dont le siège social est situé Zone Industrielle du Douxmesnil 76550 OFFRANVILLE, est mise en demeure de respecter, pour son site exploité à la même adresse, les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n°4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les délais indiqués, à compter de la notification du présent arrêté :

- article 39 alinéas 3 et 4, sous 4 mois. La prescription est réputée respectée si l'exploitant réalise un test de l'ensemble de la chaîne de sécurité pour chaque zone couverte par de la détection ammoniac. Le rapport de ces tests est transmis à l'inspection dès sa réception par l'exploitant. Ces tests devront être réitérés au moins une fois par an ;
- article 39 alinéa 5, sous 2 mois. La prescription est réputée respectée si l'exploitant dispose d'une procédure écrite en cas d'indisponibilité des détecteurs NH₃. Cette procédure est transmise à l'inspection sous 2 mois. Cette procédure doit permettre, explicitement, de justifier le choix de poursuivre l'exploitation du site avec un ou des détecteurs en panne (par exemple concernant les deux détecteurs "DG2" et "DG3" situés dans les combles de fabrication). À défaut de cette justification, tout détecteur défaillant doit être réparé ou remplacé ;

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris, à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'OFFRANVILLE pendant une durée minimum d'un mois. La maire d'OFFRANVILLE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Article 5


Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement de DIEPPE, la maire de la commune d'OFFRANVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté est notifié à la société Les Ateliers du Goût.

Fait à Rouen, le

04 AOÛT 2023

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

Béatrice STEFFAN